



Extrait du programme du Front de Gauche

3 LA PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE

Nous le savons désormais, la catastrophe écologique remet en cause potentiellement les conditions mêmes de la vie humaine sur Terre. Or le réchauffement climatique, la destruction de la biodiversité, l'épuisement rapide des ressources naturelles ne sont pas des catastrophes d'origine naturelle, mais le résultat des logiques capitalistes du profit maximal à court terme. Face à la tyrannie du productivisme, nous proposons la planification écologique comme moyen de redéfinir nos modes de production, de consommation et d'échange en fonction de l'intérêt général de l'humanité et de l'impact de l'activité économique sur l'écosystème. Elle permettra de préciser les orientations et les investissements publics nécessaires pour enclencher une transition écologique et promouvoir un développement humain durable créateur d'emplois et facteur d'égalité sociale. Elle s'appuiera sur un plan écologique débattu et voté au Parlement, assorti d'une loi de programmation financière.

Agir tout de suite

- Moratoire sur toutes les politiques de déréglementation de l'énergie, abrogation de la loi NOME
- Mise en place d'un plan de transition écologique réintroduisant la maîtrise publique de l'énergie et promouvant des investissements publics conditionnés à des critères écologiques, sociaux et démocratiques
- Mise en place d'un plan de financement pour la sobriété et l'efficacité énergétiques et pour la diversification des sources d'énergie

Agir pour un changement durable

- Maîtrise publique de la gestion de l'eau et de l'assainissement

DES CHOIX ÉNERGÉTIQUES SOUS CONTRÔLE CITOYEN

Nous réaffirmons l'exigence de la maîtrise publique, sociale et démocratique du secteur de l'énergie, seule garante de la transparence, de l'indépendance, de l'expertise et de la qualité des installations et des exploitations. Nous créerons un pôle 100 % public de l'énergie comprenant EDF, GDF, Areva et Total re-nationalisé. Ses salariés seront toutes et tous sous le même statut. Ils et elles seront associés étroitement aux choix de gestion de l'entreprise publique, et leur liberté d'expression sera garantie. Les citoyens seront également associés à la direction de ce pôle. Nous agissons parallèlement pour la création d'un tel pôle public au plan européen.

La loi NOME (Nouvelle organisation du marché de l'électricité)

Adoptée le 7 décembre 2010, elle crée par son article 1 le système de l'Accès régulé à l'électricité nucléaire historique (Arenh), à travers lequel EDF est contrainte de revendre à ses concurrents privés une partie de la production d'électricité des centrales nucléaires. Ainsi, la « rente nucléaire » des centrales, construites par l'investissement public et donc par les citoyens, bénéficie au privé au nom de la concurrence « libre et non faussée ». Ce système ne peut qu'entraîner un manque d'investissements et à terme une situation de sous-capacité de production, ainsi que, mécaniquement, la hausse du tarif de l'électricité sur le réseau EDF, les opérateurs augmentant leur marge sur le dos des usagers. Voilà le vrai visage du dogme libéral où la concurrence est censée profiter au consommateur !

Nous proposerons un débat public national immédiat sur la politique énergétique en France. Ce grand débat devra permettre la remise à plat des choix énergétiques et du nucléaire et préparer le remplacement des énergies fossiles. Il se déroulera sous contrôle citoyen de l'information jusqu'à la prise de décision et se terminera par un référendum.

Dans le domaine du nucléaire civil, l'ensemble des possibilités — dont la sortie du nucléaire ou le maintien d'un nucléaire sécurisé et public — sera alors tranché. Aucun choix définitif en matière de politique énergétique ne sera effectué avant la conclusion de ce grand débat public. Sans attendre, la réinternalisation de toutes les opérations de maintenance et de sûreté nucléaire sera engagée.

Nous mettrons en place une tarification sociale et progressive qui assure l'accès à l'énergie de toutes et de tous. Nous mettrons fin aux coupures d'électricité qui se multiplient aux dépens des plus pauvres. Nous programmerons les investissements publics, les emplois et les formations nécessaires à la sobriété, à l'efficacité énergétique et à la diversification des sources d'énergie, notamment en faveur des énergies renouvelables. Nous mettrons en place les procédures nécessaires aux diagnostics de sécurité, de préservation de la planète et de notre environnement. La nécessaire réduction des consommations ne peut conduire à réduire le niveau de vie des classes populaires. C'est la sobriété énergétique que nous visons : moins de consommation pour des usages identiques. Ce sont les gaspillages ostentatoires des très riches qu'il faut combattre.

Nous abrogerons les lois de libéralisation de l'énergie. Nous lancerons un réseau de géothermie profonde. Nous engagerons un effort massif en faveur de la recherche, des filières technologiques et industrielles, des investissements, de la formation pour le développement des énergies renouvelables et leur utilisation publique ainsi que pour le traitement des déchets issus de la filière nucléaire.

Nous mettrons en place un plan national de remise aux normes énergétiques des logements et de l'ensemble des bâtiments publics. Nous créerons pour les particuliers une allocation sur condition de ressources pour financer la rénovation thermique des logements.